

DES LOGEMENTS DÉCENTS ET CHOISIS POUR TOUS ET TOUTES

**AUJOURD'HUI, JEUDI 9 JUIN 2011,
NOUS OCCUPONS LA MAIRIE DE ST MARTIN D'HÈRES !**

PLUSIEURS D'ENTRE NOUS SONT DANS DES CONDITIONS DE LOGEMENT INTENABLES

Nous demandons à rencontrer Mme PEPELNJAK, élue au logement qui n'a pas donné suite à nos demandes de rendez-vous pour une situation d'extrême urgence, Mr QUEIROS, 1^{er} adjoint, Mr PROBY, maire de St Martin d'Hères, ainsi que les responsables du service logement. Les élu-es ayant plusieurs fois abusé de notre confiance, nous dormirons sur place jusqu'à avoir des clés d'appartements en main !

ALORS, VENEZ NOUS REJOINDRE DANS LE HALL DE LA MAIRIE, POUR SOUTENIR LA LUTTE, MANGER ENSEMBLE ET DISCUTER DES CONDITIONS DE LOGEMENTS !

DES LOGEMENTS TROP CHERS ET INADAPTÉS

La Commission d'Attribution des Logements de la ville de Saint Martin d'Hères du 3 février 2011, après avoir examiné la demande d'une membre de notre collectif, lui a fait la réponse suivante : *« Au vu des différents éléments présents dans votre dossier, la Commission a jugé que le taux d'effort (rapport entre vos ressources et la charge de loyer) était trop important pour envisager l'attribution du logement dans des conditions correctes ».*

Combien de fois avons-nous eu ce genre de réponse ? Les logements dit « sociaux » sont effectivement chers et ne correspondent pas aux moyens d'une grande part des demandeurs. Mais ce genre de réponse nous laisse dans des situations tout aussi invivables, dans des logements ne correspondant pas à nos moyens et nos besoins, mal isolés, insalubres ou encore surpeuplés.

Nous demandons :

- la mise en adéquation de l'offre de logement sociaux avec le niveau social des demandeurs et notamment pour les personnes touchant les minima sociaux. Ce qui veut dire la requalification de logement existants et la construction de logement neufs, en PLUS et PLAI et plus largement de tout faire pour que l'offre corresponde aux moyens des demandeurs.
- la prise en compte des frais de chauffage, notamment dans les APL, et donc en amont la bonne isolation des logements accessibles aux plus faibles revenus, accompagnée de vraies politiques de rénovation et de construction visant le confort et l'économie d'énergie pour toutes et tous (isolation, construction passive, énergies solaires, chauffage collectif, etc.).





DES SITUATIONS INVIVABLES MAINTENUES PAR LA BUREAUCRATIE

Actuellement, pour différents dossiers ultra-prioritaires, la mairie bloque le passage en commission d'attribution faute d'un papier administratif. Certaines de ces personnes sont expulsables, vivent avec la peur dans le ventre de voir la police les expulser un matin, alors que leur dossier stagne... Certains imprimés sont impossibles à avoir. Il faut attendre un an avant d'obtenir certains documents ; les tribunaux n'accordent pas facilement la séparation de corps afin de prouver que l'on vit seule ; refaire faire des papiers dans les pays d'origines prend des années.... En plus de cela, les rendez-vous sont rares au service logement et avec des conseillères n'ayant aucun pouvoir, découvrant notre dossier à chaque rendez-vous.

Nous demandons :

- le dégelé des dossiers ultra-prioritaires par Mme PEPELNJAK, élue au logement, et la reprise en compte des déclarations sur l'honneur afin que ces situations ne se reproduisent plus.
- la simplification des démarches administratives au lieu de tous ces parcours du combattant, ces protocoles bureaucratiques et culpabilisants.
- des interlocuteurs ayant le pouvoir de faire avancer nos dossiers tout en étant plus attentifs et respectueux de nos besoins et de nos souhaits.

RÉVOLUTIONNONS LE LOGEMENT SOCIAL !

Le collectif Défends-Toit a rencontré ces dernières années un très grand nombre de femmes âgées, mères et grand-mères de familles nombreuses, disposant des revenus précaires ou inexistantes, et pourtant en situation de « faire le joint » face aux nombreuses difficultés que rencontrent leurs proches (hébergement fréquent des enfants en difficulté, garde des petits enfants, garde et soins aux parents plus âgés et malades...). Elles se heurtent à des organismes d'aide sociale qui les déprécient et refusent de prendre en compte leur demande de T3 ou T4.

Nous demandons :

- la prise en compte des demandes de surface par les femmes de famille nombreuses et la reconnaissance de ces personnes. Et plus généralement la prise en compte des besoins de chacune et chacun.
- la création de lignes budgétaires concernant les femmes de familles nombreuses (enfants et petits-enfants) pour soutenir leur accession à des logements suffisamment grands.
- la contrainte des bailleurs sociaux par les collectivités pour qu'ils cessent d'user de l'assignation en justice comme mode de gestion de la pauvreté.

Il s'agit de prendre très au sérieux cette colère car ici, comme en Espagne, nous ne tolérerons plus que le dictat du financier fasse vivre les gens dans des conditions indignes.

**REJOIGNEZ-NOUS À L'OCCUPATION DE LA MAIRIE DE S1MH,
AUJOURD'HUI JEUDI 9 JUIN, ET AUSSI LONGTEMPS QU'IL LE FAUDRA !!!!!**



LE COLLECTIF DÉFENDS-TOIT
GROUPE FEMMES

Tous les vendredi après-midi de 14h30 à 17h,
au 37, rue du 8 mai 1945, à Saint Martin d'Hères
defends-toit@boum.org / 06.87.02.58.44 / 06.37.34.91.47